



CCI GRAND EST

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n° CCAP/26/08 du 09.02.2026

ACCORD-CADRE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Conception et aménagement
de stands collectifs « Grand Est »
sur les salons professionnels
en France**







Consultation n°2026/CONSU/08 du 9 février 2026

CCI GRAND EST

14 rue de la Haye - 67300 SCHILTIGHEIM

Adresse postale : CS 90065 - 67012 STRASBOURG Cedex

L'ESSENTIEL DE L'ACCORD CADRE		
	Objet	Conception et aménagement de stands collectifs « Grand Est » sur les salons professionnels en France
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée période initiale	12 mois
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

L'ESSENTIEL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS		
	Forme des MS	Ordinaire
	Fréquence d'attribution des MS	à la survenance du besoin
	Critères d'attribution des MS	Spécifiques aux marchés subséquents
	Délai d'exécution des MS	Défini par marché subséquent
	Pénalités de retard	Prévues dans l'accord-cadre
	Résiliation des MS	Prévue dans l'accord-cadre

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type d'accord-cadre	5
1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents	5
2 - Pièces contractuelles.....	8
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	8
4 - Protection des données à caractère personnel	8
4.1 – Description du traitement de données à caractère personnel	8
4.2 – Obligations du titulaire.....	8
4.3 – Obligations de l'acheteur	10
5 - Durée et délais d'exécution.....	11
5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations.....	11
5.2 - Durée du contrat	11
5.3 - Reconduction	11
5.4 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents.....	11
5.5 - Suspension des prestations liée à la crise sanitaire.....	11
6 - Prix	12
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	12
6.2 - Modalités de variation des prix.....	12
7 - Garanties Financières.....	13
8 - Avance.....	13
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	13
8.2 - Garanties financières de l'avance	13
9 - Modalités de règlement des comptes	14
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	14
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	14
9.3 - Délai global de paiement.....	14
9.4 - Paiement des cotraitants.....	15
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	15
10 - Conditions d'exécution des prestations	16
11 - Développement durable.....	19
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	20
12.1 - Vérifications.....	20
12.2 - Décision après vérification	20
13 - Modification du contrat.....	20
13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	20
13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché	20
13.3 - Changement en cours d'exécution du marché	20
13.4 - Cas fortuits et force majeure	20
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	21

15 - Pénalités	21
15.1 - Pénalités de retard	21
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	22
15.3 - Autres pénalités spécifiques	22
15.4 - Pénalités pour non remise d'attestations	22
16 - Assurances	23
17 - Clause de réexamen.....	23
18 - Résiliation du contrat	26
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	26
18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents	26
18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	26
19 - Obligations et justificatifs à produire pendant l'exécution du marché.....	26
19.1 - Obligation de vigilance	26
19.2 - Assurance	27
19.3 - Modalités de transmission des documents	27
20 - Règlement des litiges et langues	27
21 - Engagements éthiques et probité	28
22 - Dérogations	29

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent : **Conception et aménagement de stands collectifs « Grand Est » sur les salons professionnels en France.**

Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents.

Les types de prestations sont listés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), mais les besoins seront précisément définis au moment de la remise en concurrence des co-attributaires de l'accord-cadre.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Les prestations attendues pour chaque salon constituent un ensemble techniquement indissociable, incluant la conception, la fabrication, la logistique, le montage, l'exploitation et le démontage des stands, nécessitant un pilotage unifié et une responsabilité globale unique.

L'allotissement serait de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations, en générant des contraintes de coordination et des risques de dysfonctionnement incompatibles avec les exigences de qualité et de délais.

L'accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre

Accord-cadre avec maximum de 1 200 000 € HT pour la durée totale du marché, toutes reconductions incluses, en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à la conclusion de **marchés subséquents**.

Les marchés subséquents seront des marchés ordinaires (conclus sous la forme de marché à prix global et forfaitaire) mono-attributaire.

1.4 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Le titulaire de l'accord-cadre ne bénéficie pas d'une exclusivité sur les besoins du pouvoir adjudicateur pour les prestations objet de l'accord-cadre. À chaque survenance d'un besoin, un marché subséquent est lancé conformément à l'accord-cadre. La qualité de titulaire de l'accord-cadre permet aux titulaires retenus d'être les seuls à pouvoir déposer une offre et d'être les seuls à pouvoir devenir titulaire d'un marché subséquent.

Ainsi, pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Les dits titulaires doivent déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable dans les conditions suivantes :

La remise en concurrence sera réalisée par la diffusion aux co-attributaires de l'accord-cadre d'un courriel d'invitation à concourir, via la Plate-forme des Achats de l'Etat, qui comportera :

- la référence de l'accord-cadre,
- l'identification du salon concerné,
- les documents à fournir,
- le délai de remise des offres (de **15 à 30 jours** selon la complexité de la demande).

Le courriel d'invitation à concourir sera accompagné du document suivant :

- le cahier des clauses particulières (CCP) valant acte d'engagement (AE) comprenant les caractéristiques techniques du besoin et ses annexes prix « DPGF » et questionnaire « Moyens mis en œuvre pour favoriser le développement durable dans le cadre de l'exécution du marché subséquent » à renseigner par le titulaire.

Les entreprises transmettront leur offre via la Plate-forme des Achats de l'Etat qui garantit leur confidentialité et une date certaine de réception.

Les attributaires de l'accord-cadre ont l'obligation de répondre à TOUTES les consultations lancées par la CCI GRAND EST. Toute absence de réponse devra être motivée par écrit.

Lorsqu'un attributaire ne fournit aucune réponse, sans justification acceptable, à l'issue de 3 consultations, le Pouvoir Adjudicateur peut l'évincer de l'accord-cadre.

Les critères retenus pour l'attribution des marchés subséquents sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1/ Prix des Prestations	30.0
2/ Valeur Technique	60.0
2.1 Qualité du projet de stand, évaluation de l'approche fonctionnelle des propositions	40.0
2.2 Qualité du design proposé, évaluation de la créativité et des aspects innovants des propositions	20.0
3/ Moyens mis en œuvre pour favoriser le Développement Durable dans le cadre de l'exécution du marché subséquent (éco-conception du stand, gestion des déchets, etc.), jugés sur la base du questionnaire.	10.0

L'évaluation du critère [Prix des Prestations](#) se fera sur la base suivante :

La note de 30 est attribuée à la proposition la moins-disante selon le total figurant au DPGF, les autres notes seront calculées de la manière suivante : $N = 30 \times (T_m/T_1)$.

N : note à attribuer

T_m : offre la moins-disante

T₁ : offre du candidat à noter

L'évaluation de chaque sous-critère de la [Valeur Technique](#) se fera sur la base suivante :

sous-critère 2.1 « Qualité du projet de stand : évaluation de l'approche fonctionnelle »

Evaluation		Note
Pas de réponse	Projet absent ou incomplet. L'offre sera déclarée irrégulière et éliminée.	Eliminatoire
Insuffisant	Approche fonctionnelle peu claire ou incohérente. Organisation des espaces, circulation, zonage ou gestion des exposants non adaptés.	8
Moyen	Approche fonctionnelle présente mais partielle. Circulation, zonage et valorisation des exposants corrects mais certains points restent imprécis.	16
Satisfaisant	Approche fonctionnelle claire et bien structurée. Circulation, zonage et organisation des espaces cohérents avec les besoins des exposants et contraintes du salon.	24
Très satisfaisant	Approche fonctionnelle très complète. Circulation fluide, zonage optimisé, valorisation efficace des exposants, bonne prise en compte des contraintes techniques et logistiques.	32
Parfaitement adapté	Approche fonctionnelle exemplaire. Optimisation maximale de l'espace, fluidité parfaite des circulations, valorisation optimale des exposants, gestion complète des contraintes techniques, logistiques et sécuritaires.	40

Sous-critère 2.2 « Qualité du design proposé : créativité et innovation »

Evaluation		Note
Pas de réponse	Projet absent ou incomplet. L'offre sera déclarée irrégulière et éliminée.	Eliminatoire
Insuffisant	Design peu créatif ou non adapté. Peu d'originalité, faible innovation ou inadéquation avec l'image de la CCI et des exposants.	4
Moyen	Design correct mais peu innovant. Originalité limitée, certains aspects créatifs non maîtrisés.	8
Satisfaisant	Design clair et esthétique. Approche créative cohérente avec l'image des exposants et les objectifs du salon.	12
Très satisfaisant	Design innovant et esthétique. Forte créativité, cohérence avec l'image de marque et valorisation des exposants.	16
Parfaitement adapté	Design exceptionnel et original, innovant et différenciant. Forte identité visuelle, intégration optimale des objectifs des exposants et du salon, impact mémorable garanti.	20

L'évaluation du critère « Moyens mis en œuvre pour favoriser le Développement Durable » se fera sur la base suivante :

Evaluation		Note
Pas de réponse	Questionnaire non fourni ou non complété.	0
Insuffisant	Réponses très vagues ou générales, sans lien clair avec le stand concerné.	2
Moyen	Quelques mesures identifiées (matériaux, déchets) mais peu précises.	4
Satisfaisant	Mesures claires couvrant éco-conception et gestion des déchets.	6
Très satisfaisant	Démarche cohérente et bon niveau d'engagement : choix cohérents de matériaux, logique de réemploi, réduction des impacts.	8
Parfaitement adapté	Démarche complète et structurée intégrant éco-conception, réutilisation et maîtrise des impacts.	10

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à une consultation en cas d'offres insatisfaisantes.

Chaque co-attributaire non retenu est informé par écrit des résultats de la remise en concurrence.

L'attributaire du marché subséquent recevra une copie certifiée conforme du marché. La date de notification donnera force exécutoire au marché.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ✚ l'Acte d'Engagement « AE », dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP »,
- ✚ le Cahier des Clauses Administratives Générales « CCAG » applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- ✚ les Actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- ✚ le Mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat.

Chaque marché subséquent est régi par le marché cadre. Il est également constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, dont les exemplaires originaux conservés par le pouvoir adjudicateur font seul foi :

- ✚ **Le Cahier des Clauses Particulières valant Acte d'engagement « CCP.AE » et ses annexes :**
 - « DPGF » Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,
 - « Moyens mis en œuvre pour favoriser le développement durable dans le cadre de l'exécution du marché subséquent ».
- ✚ **L'offre du titulaire.**

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre et ses marchés subséquents.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1 – Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est égale à la durée du marché et des éventuels post garanties.

4.2 – Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de **6 jours** à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

4.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : **dpo@grandest.cci.fr**

4.2.4 – Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : durée du marché + 5 ans à compter de la date de fin de l'exécution du marché (paiement du solde) pour les pièces relatives à la procédure d'exécution considérées comme des pièces constitutives de marché, entrant dans le cadre des pièces justificatives comptables. Le profil d'acheteur « Plateforme des Achats de l'Etat : PLACE » est un outil permettant l'archivage vers une plate-forme d'archivage électronique.

4.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

4.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.2.11 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.3 – Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 11/05/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 11/05/2027.

5.2 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de **12 mois à compter de la date de notification du contrat**.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.3 - Reconduction

L'accord-cadre est **reconduit Tacitement** jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à **3**.

La durée de chaque période de reconduction est de **12 mois**.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5.4 - Durée / Délais d'exécution des marchés subséquents

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

5.5 - Suspension des prestations liée à la crise sanitaire

Dans le cas où le salon objet du marché subséquent est annulé, ledit marché subséquent est résilié selon les dispositions de l'article 18 du présent document.

Dans le cas où un événement est reporté à une date ultérieure, en raison d'un événement imprévisible au sens de l'article 24.1 du CCAG/FCS, les prestations du dit marché peuvent être suspendues selon les conditions suivantes :

- les parties conviennent que l'annulation avec report d'un salon en raison de la crise sanitaire constitue un événement imprévisible au sens de l'article 24.1 du CCAG/FCS,
- le délai maximum de suspension est fixé à 12 mois, à compter de l'ordre de service de suspension, au-delà le marché subséquent concerné sera résilié.

Un nouvel ordre de service est émis pour notifier la reprise des prestations sans nouvelle consultation ni remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

En cas de suspension supérieur à trois mois ; les parties examinent de bonne foi les conséquences notamment financières de cette suspension, dans les conditions de l'article 25 du CCAG/FCS.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet d'un marché subséquent sont réglées par un prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le montant des prestations pour la durée totale de l'accord-cadre, toutes reconductions incluses, est défini comme suit :

Maximum HT
1 200 000,00 €

Les marchés subséquents sont conclus aux prix définitifs indiqués dans leur acte d'engagement.

Les prix des marchés subséquents sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations telles que :

- étude et conception du stand,
- aménagement du stand,
- opérations de gestion, de coordination et de conduite de projet,
- toutes autres dépenses nécessaires à la réalisation du concept proposé par le candidat,
- conditionnement, emballage et manutention,
- assurance,
- stockage,
- documentation et sa mise à jour,
- transport jusqu'au lieu de livraison, y compris les opérations de chargement et déchargement,
- déplacements et frais divers liés aux personnels,
- gestion et évacuation des déchets, traitement et revalorisation des déchets vers des filières adaptées,
- les éventuels frais de montage anticipé appliqués par l'organisateur,
- marges pour risque,
- marges bénéficiaires,

Les prix seront majorés de la TVA en vigueur au moment du fait générateur

6.2 - Modalités de variation des prix

Le prix initial du marché (Po) correspond à celui fixé par le titulaire dans son offre. La date à laquelle le prix a été fixé dans l'offre constitue le mois zéro (M0).

Si le délai entre le mois zéro et le début d'exécution des prestations est supérieur à trois mois, le prix sera actualisé selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times C_n$$

Où :

- P : Prix actualisé du marché subséquent,
- P0 : Prix initial du marché établi aux conditions économiques du mois zéro (M0).
- Cn : Coefficient d'actualisation calculé comme suit :

$$C_n = 0,30 + 0,70 (\text{Index du mois de facturation} - 3 \text{ mois} / \text{Index du mois M0})$$

La pondération 30/70 permet de tenir compte d'une part fixe de l'offre et d'une part variable indexée sur l'évolution des coûts réels des services.

Le "mois de facturation - 3 mois" correspond à l'index publié trois mois avant le début de l'exécution des prestations.

L'index de référence utilisé pour l'actualisation est :

010766748 – Indices des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 82.30 – Services d'organisation de salons professionnels et congrès, publié par l'INSEE et consultable à l'adresse : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766748>

Si l'actualisation est effectuée provisoirement sur la base d'un index non définitif, l'ajustement définitif sera recalculé sur la valeur finale publiée au plus tard trois mois après la publication de cet index.

Le titulaire devra transmettre à la CCI GRAND EST, par courriel aux adresses suivantes : a.sardini@grandest.cci.fr et j.meyer@alsace.cci.fr, le détail de son calcul du coefficient Cn et les justificatifs afférents pour le calcul de la formule, 15 jours avant le dépôt de sa facture. La CCI s'engage à répondre dans un délai de 7 jours à compter de la réception du coefficient Cn.

En cas de modification ou de disparition officielle de tout ou partie des paramètres représentatifs choisis dans les formules et à défaut de dispositions légales ou réglementaires permettant leur rattachement aux anciens, les nouveaux paramètres seront choisis à partir d'éléments fournis par des publications périodiques, mercuriales ou tous autres termes de comparaison courante dans la région.

Le choix des nouveaux paramètres sera notifié par un avenant.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Pour chaque marché subséquent, l'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché subséquent est supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque marché subséquent. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° la date d'émission de la facture,
- 2° la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- 3° le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- 4° en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture,
- 5° la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
- 6° la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
- 7° la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- 8° le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- 9° le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- 10° l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- 11° le cas échéant, les modalités de règlement,
- 12° le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- **Identifiant de la structure publique (SIRET) : 130 022 668 0024**
- **Numéro d'engagement juridique : n° de l'Accord-cadre = 2026/AOO/08.00**

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €uros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de **15 jours**, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

ADRESSE D'EXECUTION :

Le lieu et les délais d'exécution des prestations seront précisés dans chaque marché subséquent.

RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire a la responsabilité de réaliser les prestations conformément à l'ensemble des exigences et des spécifications techniques figurant dans les documents contractuels de chaque marché subséquent. Il doit obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis.

Le titulaire doit réaliser les prestations selon les réglementations et normes (notamment celles relatives à la sécurité des stands inscrites dans le cahier des charges de l'organisateur du salon) en vigueur en la matière, et en l'absence de celles-ci, selon les règles de l'art qui leur sont propres.

PERSONNELS MIS A DISPOSITION

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Pour chaque marché subséquent, l'équipe du titulaire est qualitativement et quantitativement adaptée à la nature des prestations qu'il assure.

À tout moment, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier que le personnel du prestataire et des sous-traitants est bien salarié et déclaré selon la réglementation du travail et dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Le prestataire reconnaît être responsable de son personnel et de celui de ses sous-traitants et de leurs fautes professionnelles telles que :

- Non-respect des règles de sécurité et d'hygiène,
- Abandon de poste,
- Comportement incorrect vis à vis des clients ou visiteurs...etc.

NOTIFICATION PAR LE BIAIS DU PROFIL D'ACHETEUR

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur dans les conditions suivantes :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de **quatre jours** à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

MATERIELS, OBJETS ET APPROVISIONNEMENTS CONFIES AU TITULAIRE :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel qui lui est confié dès que ce matériel est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

Les documents et la formation éventuellement nécessaires pour l'emploi de tout matériel qui est confié au titulaire sont fournis dès leur mise à sa disposition par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu de faire assurer, à ses frais, préalablement à leur mise à sa disposition et tant qu'il en dispose les matériels qui lui ont été confiés et d'être en mesure, à tout moment de l'exécution du marché, de justifier qu'il s'est acquitté de cette obligation d'assurance.

Les frais et risques de transport des matériels qui doivent être restitués au pouvoir adjudicateur sont à la charge du titulaire, ils devront être inclus dans le prix de la prestation.

Un constat contradictoire est établi lors de la restitution du matériel au pouvoir adjudicateur. Si le titulaire ne peut restituer en bon état un matériel, pour quelque motif que ce soit, le pouvoir adjudicateur décide, après s'être informé des possibilités du titulaire, de la mesure de réparation à appliquer : remplacement, remise en état ou remboursement.

Dans le cas d'un remboursement, la valeur prise en compte sera la valeur résiduelle à la date de disparition du bien ou du sinistre.

A défaut de restitution, de remplacement, de remise en état ou de remboursement, le pouvoir adjudicateur peut suspendre le paiement des sommes dues au titre des prestations en cause, dans la limite de la valeur résiduelle des biens concernés, jusqu'à ce que la restitution, le remplacement, la remise en état ou le remboursement soient effectivement opérés.

Outre les mesures de réparation mentionnées ci-dessus, le marché subséquent peut être résilié dans les conditions de l'article 41 du CCAG-FCS, en cas de non-restitution, de détérioration ou d'utilisation abusive du matériel, de non-remplacement, de non-réparation ou de non-remboursement des objets confiés.

TRANSPORT ET MANUTENTION DES MATERIELS APPARTENANT A LA CCI

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire du marché subséquent est tenu d'assurer, lorsque cela est requis par le pouvoir adjudicateur, le transport aller et retour, la manutention, l'installation et la restitution des matériels appartenant à la CCI (notamment équipements, éléments réutilisables ou matériels d'exploitation tels que tireuses à bière et fûts), depuis leur lieu de mise à disposition, jusqu'au site du salon, puis vers le lieu de restitution indiqué par le pouvoir adjudicateur.

Les matériels sont mis à disposition du titulaire par la CCI, notamment par dépôt dans les locaux du titulaire ou en tout autre lieu convenu entre les parties.

La responsabilité du titulaire débute à compter de la remise effective des matériels, telle que constatée contradictoirement ou réputée acquise lors de leur dépôt.

Ces matériels sont remis au titulaire sans transfert de propriété et exclusivement pour les besoins du salon concerné.

Les matériels sont transportés conjointement aux éléments du stand, dans les moyens logistiques du titulaire.

Le titulaire est responsable de ces matériels dans les conditions prévues à l'article précédent « Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire » du présent CCAP.

Les sujétions liées au transport, à la manutention, à la conservation et à la restitution de ces matériels sont réputées incluses dans les prix du marché subséquent, sauf stipulation contraire expressément prévue dans celui-ci.

GESTION DES DECHETS

Conformément à l'article 20.4 du CCAG-FCS, la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché subséquent.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la

radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

NON-EXCLUSIVITE (dérogation au principe d'exclusivité garanti par les accords-cadres)

L'acheteur se réserve la possibilité de faire application de la présente clause de non-exclusivité de l'accord-cadre initial, dans le cas où, dans le cadre d'une consultation pour la passation d'un marché subséquent, l'ensemble des titulaires fait part, du fait de circonstances exceptionnelles, de son incapacité à répondre à une demande.

Dans ce cadre, les titulaires devront justifier, par écrit, et avec précision, les motifs qui ne leur permettent pas d'assurer leur obligation contractuelle de réponse aux consultations, dans le délai de 3 jours maximum suivant la réception de la lettre de consultation du marché subséquent concerné, se prouvant par tout moyen.

De même, en cas d'absence totale de réponse (offres ou justifications écrites de l'impossibilité de réponse mentionnée ci-avant) de la part de l'ensemble des titulaires dans le cadre d'une consultation pour la passation d'un marché subséquent, après le délai requis dans la lettre de consultation (date limite de réception des offres), l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer la présente clause, sans qu'il soit nécessaire que l'acheteur effectue une relance auprès de l'ensemble des titulaires.

En outre, dans le cadre d'une consultation pour la passation d'un marché subséquent et dans le cas où l'ensemble des offres remises par les titulaires sont considérées irrégulières, inappropriées ou inacceptables, l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer la présente clause de non-exclusivité. Les titulaires ayant déposé une offre en seront informés.

Enfin, le présent accord-cadre initial ne couvre pas les cas où l'acheteur recourt à un centre d'exposition ou participe à une manifestation dont l'organisateur impose son prestataire et/ou dans le cadre d'une uniformisation des Régions de France dans un espace dont le Grand Est ferait partie.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des exigences minimales à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre, a minima, les mesures suivantes pour renforcer la performance écologique de ses prestations, pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Éco-conception des stands

- Réutiliser les éléments de stands et signalétiques provenant de précédentes prestations, lorsque cela est techniquement possible.

Gestion des déchets

- Mettre en place un tri sélectif des déchets.
- Garantir la séparabilité des éléments modulaires de stand, lors du montage et démontage pour faciliter le recyclage et la valorisation énergétique.
- Réduire la quantité de matériaux utilisés pour la fabrication et limiter les déchets de production.

Consommation énergétique

- Utiliser un éclairage à faible consommation (LED, basse consommation).
- Installer un système de gestion des besoins énergétiques du stand, qu'ils soient permanents ou non-permanents (exemple : en dehors des heures d'ouverture au public : pouvoir éteindre toutes les sources d'éclairage propres à la bonne visibilité du stand, et pouvoir conserver allumés des équipements réfrigérés contenant des produits alimentaires).

Indicateurs de suivi

Le titulaire établit un bilan annuel synthétique des actions environnementales mises en œuvre dans le cadre du marché. Ce bilan reprend des indicateurs directement liés aux mesures minimales du marché :

- Pourcentage approximatif de matériaux réutilisés pour les éléments de stands et signalétiques provenant de prestations antérieures.
- Quantité approximative de déchets triés et valorisés (kg ou %)

Le titulaire s'engage à transmettre ce rapport au pouvoir adjudicateur dans un délai maximal de **trente jours** à compter de la demande de ce dernier.

Justificatifs

Le titulaire doit pouvoir présenter, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout élément justificatif attestant du respect des engagements prévus au présent article, notamment (liste non exhaustive) :

- Liste des véhicules mobilisés et justificatifs de catégorie/énergie,
- Fiches techniques des équipements utilisés sur le stand,
- Preuves de reprise ou traitement des matériaux en filières agréées,
- Bordereaux ou attestations de tri et valorisation des déchets,
- Tout autre document équivalent permettant de vérifier le respect des mesures définies.

Obligation de moyens

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs environnementaux définis au présent article. En cas de non-respect des engagements, le pouvoir adjudicateur pourra demander la mise en place de mesures correctives adaptées, ou, le cas échéant, appliquer les pénalités prévues au présent CCAP.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Modification du contrat

13.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais

13.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

13.3 - Changement en cours d'exécution du marché

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique. La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

13.4 - Cas fortuits et force majeure

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre des prestations font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

L'acheteur public concède au titulaire une autorisation d'utilisation des attributs de propriété de l'acheteur et des autres participants au salon, à savoir leur dénomination, marque et logotype, ainsi que, le cas échéant, d'autres éléments graphiques protégés, aux seules fins d'exécuter les prestations objets du marché. Cette cession est accordée à titre exclusif au bénéfice du seul titulaire. Elle est strictement personnelle, non cessible et non transmissible et limitée aux seuls besoins découlant du marché. Elle est consentie pour la durée d'exécution du marché jusqu'à la date de son achèvement effectif ; elle prend fin de plein droit à cette date, qu'elle qu'en soit la cause, sans autre formalité.

Le titulaire s'interdit par conséquent :

- toute altération, déformation ou modification des attributs de propriété précités ;
- toute utilisation non strictement liée aux prestations à exécuter en application du présent marché.

Le titulaire s'oblige par conséquent, dans le cadre de l'utilisation des attributs de propriété de l'acheteur public, à respecter sa charte graphique ainsi que toute directive de communication ou d'identification visuelle applicable et communiquée au cours de l'exécution du marché.

15 - Pénalités

Les pénalités sur les prestations pourront s'appliquer sans mise en demeure préalable, et sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être mis à la charge du titulaire du marché en réparation du préjudice réel subi par la CCI Grand Est.

15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

En cas de non-respect des prescriptions contractuelles (accord-cadre initial et/ou marché subséquent) dans le cadre de l'exécution du contrat, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalités	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard dans les délais d'exécution Situation bloquante	Il est appliqué une pénalité de 1000 € par heure de retard, en cas de dépassement des délais d'exécution des prestations, constaté par le représentant de l'acheteur. Etant précisé que toute fraction d'heure compte pour une heure complète. Une situation bloquante s'entend comme toute situation qui empêche la bonne exécution des prestations, affecte le bon déroulement et le planning d'un évènement (ex : retard dans le montage).
Pénalité pour retard dans les délais d'exécution Situation non-bloquante	Il est appliqué une pénalité de 250 € par heure de retard, en cas de dépassement des délais d'exécution des prestations, constaté par le représentant de l'acheteur. Etant précisé que toute fraction d'heure compte pour une heure complète.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC de l'accord-cadre. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour absence aux réunions	Forfaitaire	100,00 €	Une pénalité, fixée à 100 € est appliquée au titulaire qui n'assiste pas ou qui ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs, aux réunions nécessaires à la bonne exécution des prestations.
Gestion des déchets	Journalière	200,00 €	Le titulaire est tenu de produire, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux. Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-FCS, en cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 200 € par jour de retard à compter de la fin du délai de remise fixé par l'acheteur lors de sa demande.
Remise du bilan annuel simplifié des actions environnementales	Journalière	50,00 €	Le titulaire s'engage à fournir, à la demande du pouvoir adjudicateur, le bilan annuel simplifié des actions environnementales, dans un délai de 30 jours à compter de la demande. En cas de non-remise dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 50 € par jour calendaire de retard jusqu'à remise effective du document.
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité	Forfaitaire	100,00 €	Par manquement.

15.4 - Pénalités pour non remise d'attestations

Pour la non remise des différentes attestations (assurance, pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail), le Titulaire disposera d'un délai de **15 jours** à compter de la réception de la demande de l'Acheteur pour transmettre lesdits documents.

À défaut de transmission dans ce délai, l'Acheteur se réserve la faculté d'appliquer les pénalités forfaitaires suivantes :

- 20 € par jour calendaire de retard pendant les 7 premiers jours,
- 40 € par jour calendaire de retard du 8^{ème} jour au 14^{ème} jour,
- 80 € par jour calendaire de retard du 15^{ème} jour au 21^{ème} jour.

En l'absence de décision expresse notifiée en ce sens, ces pénalités ne pourront être appliquées.

Faute de produire les documents précités, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

Si le titulaire opte pour le dépôt des différentes attestations sur un espace sécurisé de dépôt, de suivi et de centralisation des attestations réglementaires tel qu'Aprovall 360, le pouvoir adjudicateur a la faculté de

consulter à tout moment, pendant l'exécution du marché, la complétude et la conformité du dossier du titulaire.

Si, à l'occasion d'une consultation, le pouvoir adjudicateur constate une non-conformité ou une incomplétude sur son dossier, la disposition citée ci-avant s'applique dans les mêmes conditions.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire l'attestation permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, sur demande de l'acheteur et dans un délai de **quinze jours** à compter de la réception de la demande.

17 - Clause de réexamen

Conformément aux articles L.2194-1 1° et R.2194-1 du Code de la commande publique, une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent accord-cadre/marché peut être engagée par l'une ou l'autre des parties pendant toute la durée du marché.

1. Cas déclencheurs du réexamen

La procédure de réexamen peut être initiée notamment dans les cas suivants, sans que cette liste soit limitative :

- **Circonstances imprévues modifiant significativement les conditions d'exécution**, telles que :
 - crise sanitaire impactant les modalités d'enquête (ex. confinement, restrictions d'accès aux répondants),
 - grèves affectant la disponibilité des ressources humaines,
 - difficultés d'approvisionnement en matériel ou logiciels,
 - événements extérieurs perturbant durablement l'organisation du service (ex. catastrophe naturelle, cyberattaque).
- **Évolution réglementaire ou législative** imposant des modifications des modalités d'exécution ou des charges nouvelles non prévisibles au moment de la signature.
- **Modification ou disparition d'indice de variation des prix** utilisé pour la révision tarifaire.
- **Ajout de prestations** en cas de nécessité d'exécuter des prestations non prévues au marché initial (prestations additionnelles), le recours à cette clause est strictement limité aux seuls cas où : les prestations ajoutées sont indispensables à la bonne exécution du marché, en raison d'un événement imprévu ou d'une évolution non prévisible lors de la passation,
- **Disparition d'une référence** en cas de disparition ou d'indisponibilité d'une référence utilisée pour l'exécution du marché (indice, norme, protocole, logiciel ou tout élément contractuel de référence), le titulaire doit la remplacer par une référence équivalente, assurant la continuité et la qualité des prestations, sans impact financier ni modification substantielle du marché.
- **Modification des volumes ou périmètres** : uniquement lorsqu'elles résultent de circonstances imprévues ou d'un besoin dûment justifié du pouvoir adjudicateur et qu'elles ne dénaturent pas le marché.
Toute adaptation doit rester proportionnée et ne pas modifier la nature globale des prestations.
- **Force majeure** affectant l'exécution normale des prestations.

2. Modalités de la demande et justification

- La demande de réexamen doit être adressée par écrit, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.
- Elle doit être accompagnée d'un dossier motivé comprenant notamment :
 - une description précise de l'événement ou de la circonstance justifiant le réexamen,
 - les impacts techniques, organisationnels, financiers et calendaires constatés ou anticipés,

- les justificatifs pertinents (rapports, documents officiels, preuves des coûts supplémentaires, etc.),
- une proposition d'adaptation des prestations, des délais ou des conditions financières.
- Le destinataire dispose d'un délai de **10 jours ouvrés** à compter de la réception du dossier complet pour se prononcer sur la demande.
- À défaut de réponse dans ce délai, la demande est réputée rejetée, sans préjudice des voies de recours.

3. Effets calendaires

- La procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations, qui doivent se poursuivre dans les conditions initiales.
- La date d'entrée en vigueur des modifications acceptées sera fixée par avenant, en tenant compte des délais nécessaires à leur mise en œuvre.
- Les délais contractuels pourront être adaptés en conséquence, notamment en cas de prolongation justifiée par les circonstances.

4. Conséquences en cas de désaccord

- En cas de désaccord sur la demande de réexamen ou sur ses modalités (nature, étendue, conséquences financières ou calendaires), les parties s'engagent à rechercher une solution amiable dans un délai raisonnable.
- À défaut d'accord, la position du pouvoir adjudicateur prévaut, sans préjudice des recours contentieux ou des dispositions spécifiques du CCAP.
- Le titulaire ne pourra en aucun cas suspendre ou refuser l'exécution des prestations en invoquant la présente clause.

5. Formalisation des modifications

- Toute modification acceptée à l'issue de la procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché, précisant les nouvelles conditions d'exécution, les éventuelles adaptations financières et calendaires.
- Les surcoûts pris en charge excluent les variations déjà couvertes par les clauses de révision des prix fondées sur des indices.
- Le calcul des adaptations financières résultant de la mise en œuvre de la présente clause s'appuiera prioritairement sur les prix contractuels initialement prévus au marché.

Lorsque les prix contractuels ne permettent pas de déterminer de manière pertinente les adaptations financières nécessaires, une méthode alternative de valorisation peut être utilisée, sous réserve du respect cumulé des conditions suivantes :

- Les adaptations financières doivent être strictement limitées aux besoins nécessaires à la continuité du service, sans modification de la nature globale des prestations.
- Le titulaire doit fournir un dossier détaillé justifiant :
 - l'impossibilité avérée d'utiliser les prix contractuels,
 - la méthode de calcul proposée,
 - les éléments constitutifs du coût (charges directes, charges indirectes, temps mobilisé, moyens spécifiques rendus nécessaires par la circonstance imprévue),
 - toute pièce permettant de vérifier le caractère raisonnable et proportionné de la demande.

6. Dispositions relatives aux groupements

En cas de défaillance, de retrait ou de résiliation partielle d'un membre du groupement de commandes, le pouvoir adjudicateur pourra engager une procédure de réexamen des conditions d'exécution du présent

accord-cadre/marché afin d'assurer la continuité et la bonne exécution des prestations, en tenant compte de la forme juridique du groupement.

6.1. Groupement solidaire

- Chaque membre du groupement solidaire est engagé pour la totalité du marché et doit pallier la défaillance d'un autre membre.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres sont tenus de prendre en charge la part des prestations non exécutées par le membre défaillant, sans modification substantielle des conditions initiales du marché.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer les modalités d'exécution, les délais et les conditions financières pour tenir compte de cette répartition accrue des prestations.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- La défaillance d'un membre ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les autres membres.

6.2. Groupement conjoint

- Dans un groupement conjoint, chaque membre est responsable uniquement de sa part des prestations.
- En cas de défaillance d'un membre, la part non exécutée pourra être résiliée ou faire l'objet d'une substitution, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.
- Le pouvoir adjudicateur pourra réexaminer la répartition des prestations entre les membres restants, les délais et les conditions financières, notamment en cas de substitution d'un nouveau membre.
- Toute modification fera l'objet d'un avenant.
- En cas d'absence de substitution ou de solution amiable, le pouvoir adjudicateur pourra décider de résilier la part non exécutée, sans que cela n'affecte les prestations des autres membres.

6.3. Groupement conjoint solidaire

- Le mandataire conjoint solidaire est solidairement responsable des obligations du groupement, notamment en matière d'exécution et de coordination.
- En cas de défaillance d'un membre, les autres membres doivent, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, se substituer au défaillant pour assurer la continuité des prestations.
- Cette substitution fera l'objet d'un avenant précisant la nouvelle composition du groupement, la répartition des prestations, ainsi que les adaptations financières et calendaires éventuelles.
- En dernier recours, si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, le pouvoir adjudicateur pourra prononcer la résiliation partielle ou totale du marché.

6.4. Dispositions communes

- Le membre défaillant doit notifier sa situation au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais et collaborer à la mise en œuvre des mesures correctrices.
- La mise en œuvre de cette clause ne saurait entraîner la suspension ou la cessation des prestations par les membres non défaillants du groupement.
- À défaut de désignation d'un remplaçant parmi les membres du groupement dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut accepter la substitution par un tiers non-membre du groupement, sous réserve que ce tiers :
 - remplisse les critères de sélection qualitative et technique initialement exigés lors de la passation du marché,
 - soit accepté expressément par le pouvoir adjudicateur après vérification de sa capacité à assurer les prestations dans les conditions contractuelles,
 - que cette substitution ne constitue pas une modification substantielle du marché nécessitant une nouvelle procédure de mise en concurrence.
- Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable en cas de désaccord sur les modalités d'adaptation.
- Toute modification résultant de cette procédure fera l'objet d'un avenant écrit au présent accord-cadre/marché.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général ne donnera pas lieu à indemnité puisque le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum. Aucune indemnisation n'est due aux titulaires d'un accord-cadre multi-attributaire résilié, car ceux-ci ne peuvent justifier d'un manque à gagner certain.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le titulaire qui n'aurait pas justifié par 3 fois et par écrit de son impossibilité de remettre une offre dans le cadre de l'attribution des marchés subséquents, pourra se voir exclu sans indemnité de l'accord-cadre.

18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 3%.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Obligations et justificatifs à produire pendant l'exécution du marché

19.1 - Obligation de vigilance

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-2 et D.8222-5 à D.8222-7 du Code du travail, le titulaire s'engage à respecter, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'ensemble de ses obligations en matière sociale, fiscale et de lutte contre le travail dissimulé.

À ce titre, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents et attestations requis justifiant de la régularité de sa situation :

Document	Périodicité
Attestation de régularité sociale	Tous les 6 mois
Attestation de régularité fiscale	Tous les 6 mois
Liste nominative des salariés étrangers	Mise à jour tous les 6 mois ou , s'il n'emploie pas de tels salariés, une attestation sur l'honneur correspondante

19.2 - Assurance

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire, y compris le mandataire et les cotraitants, doit justifier, pendant toute la durée du marché, qu'il est titulaire des contrats d'assurance couvrant les responsabilités encourues au titre du marché, au moyen d'une attestation d'assurance en cours de validité, précisant l'étendue des garanties souscrites.

19.3 - Modalités de transmission des documents

Les documents mentionnés au présent article peuvent être transmis :

- soit directement au pouvoir adjudicateur, par tout moyen approprié ;
- soit, à titre **facultatif**, par dépôt sur une plateforme de dématérialisation dédiée au suivi des attestations réglementaires, telle que la plateforme **Aprovall 360**, mise à disposition **gratuitement** par la CCI, accessible à l'adresse suivante : <https://portal.aprovall.com/app>.

Dans le cadre de la collecte et du suivi des documents réglementaires exigés au titre du présent marché, notamment ceux prévus aux articles **D.8222-5 à D.8222-7** et **D.8254-2** du Code du travail ainsi qu'aux articles 1 et 2 de l'**arrêté du 22 mars 2019** fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, le titulaire peut, s'il le souhaite, déposer les documents requis sur la plateforme Aprovall 360.

Lorsque le titulaire recourt à cette plateforme, il en informe le pouvoir adjudicateur et précise la disponibilité des documents sur l'espace dédié.

Aprovall 360 est une plateforme sécurisée permettant le dépôt, la centralisation, le suivi et la mise à jour des attestations réglementaires, pièces administratives et assurances exigées dans le cadre des marchés publics. Elle permet notamment :

- la centralisation des documents dans un espace unique ;
- le suivi des échéances et la mise à jour des pièces ;
- la mise à disposition des documents aux acheteurs pour vérification de la conformité administrative et sociale des titulaires et, le cas échéant, des sous-traitants.

Le recours à une plateforme tierce ne constitue **en aucun cas une obligation** pour le titulaire et ne saurait **conditionner la validité de la transmission** des documents exigés au titre du marché.

Les informations relatives à la politique de confidentialité et à la protection des données personnelles d'Aprovall sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.aprovall.com/fr/aprovall-documentation/>.

En cours d'exécution du marché et à défaut de communication des éléments précités, le titulaire pourra se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 15 du présent CCAP.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Engagements éthiques et probité

Les dispositions du présent article tiennent lieu de charte éthique applicable au marché, sans qu'il soit nécessaire de se référer à un document annexe

ENGAGEMENTS ETHIQUES ET DE PROBITE

Le titulaire s'engage à exécuter le présent marché dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique définis à l'article L3 du Code de la commande publique, à savoir :

- la **liberté d'accès** à la commande publique,
- l'**égalité de traitement** des candidats,
- la **transparence des procédures**.

Le titulaire s'engage à faire preuve de **loyauté, d'intégrité et de neutralité** dans toutes ses relations avec le pouvoir adjudicateur et ses représentants.

À ce titre, le titulaire s'interdit notamment :

- toute **entente, concertation ou pratique collusive** avec d'autres opérateurs économiques, au sens de l'article **L.2141-9 du Code de la commande publique**,
- toute **tentative de fraude, de corruption ou de trafic d'influence**,
- tout **comportement de nature à fausser la concurrence** ou à compromettre l'impartialité du processus d'exécution du marché,
- toute **communication ou divulgation non autorisée d'informations confidentielles** relatives à la consultation ou à son exécution.

En signant l'acte d'engagement, le titulaire s'engage à en respecter les dispositions pendant toute la durée d'exécution du marché.

OBLIGATION DE SIGNALEMENT

Conformément à son devoir de probité, le titulaire s'engage à signaler sans délai au pouvoir adjudicateur tout fait ou comportement dont il aurait connaissance et qui serait :

- susceptible de constituer une **entente, un conflit d'intérêts, une tentative de corruption ou une pratique anticoncurrentielle**,
- ou de nature à compromettre la **transparence ou la loyauté** dans l'exécution du présent marché.

Aucun signalement ne pourra donner lieu à une sanction contractuelle dès lors qu'il est effectué de bonne foi.

SANCTIONS EN CAS DE MANQUEMENT A LA PROBITE

Tout manquement du titulaire aux engagements de probité et d'intégrité prévus au présent CCAP pourra entraîner, après mise en demeure restée sans effet :

- la **résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire**, conformément à l'article L2195-4 du Code de la commande publique,
- le **signalement des faits aux autorités compétentes** (Procureur de la République, DGCCRF, ou tout autre service d'enquête),
- l'**exclusion du titulaire de toute nouvelle consultation** conformément à l'article L2141-9 du Code de la commande publique.

Ces mesures peuvent être engagées sans préjudice des sanctions pénales, civiles ou administratives prévues par la réglementation en vigueur.

CLAUSE DE COOPERATION AVEC LES AUTORITES

En cas de suspicion ou de constat d'infraction, le titulaire s'engage à **coopérer pleinement avec l'acheteur public** et, le cas échéant, avec les autorités administratives ou judiciaires saisies.

Le pouvoir adjudicateur s'engage à garantir la **confidentialité des informations** communiquées dans ce cadre.

22 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 37 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services